

MIGUEL ANGEL MORATINOS

Ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

Dominique MOÏSI, conseiller spécial, Ifri

Now, let's move into Europe, Miguel.

Miguel Ángel MORATINOS, ancien ministre des Affaires étrangères et de la Coopération d'Espagne

Comme nous sommes dans un centre où le français est admis, je vais parler français.

Je vais parler de mes conclusions. Tout d'abord, merci à l'audience d'être avec nous parce qu'un dimanche après manger, ne pas faire la sieste et être ici en nous écoutant, vous méritez tous nos applaudissements et nos encouragements.

Comme tu l'as dit Dominique, faire la conclusion c'est difficile. J'aurais la tentation de parler seulement du Proche-Orient, c'est ma passion, c'est ma vie, mais je crois qu'aujourd'hui ma capacité d'Européen m'oblige à parler de l'Europe et à parler du rôle de la World Policy Conference, de ce *think tank*. Quand j'ai discuté avec Thierry de Montbrial et qu'il m'a annoncé que l'on viendrait à Montreux j'ai tout de suite trouvé cette idée formidable. Je crois qu'il faut le féliciter ; l'Europe a besoin de ce genre de rencontre, en invitant tous les partenaires de tous les coins du monde. Nous avons discuté de et avec l'Asie, l'Amérique, les Etats-Unis, l'Afrique. Pour l'Amérique latine, Thierry il faudrait peut-être faire plus, parce que nous avons notre ami brésilien, c'est très bien, mais l'Amérique latine mérite aussi d'être présente avec d'autres pays. Nous écoutons et nous prenons note de ce que les gens pensent de l'Europe et nous, Européens, qui sommes la majorité des participants devons identifier les messages et les enjeux qui se posent pour notre avenir immédiat à moyen et long terme. Je crois que dans cette *global governance* qui est en train de se faire, l'Europe a son mot à dire, nous avons notre responsabilité et la meilleure façon de nous faire sentir dans ce nouveau monde c'est en écoutant, en identifiant les problèmes et en abordant toute la complexité que vous avez mentionnée à plusieurs reprises dans les différentes interventions.

Merci Thierry, j'espère que Montreux peut-être, que l'Europe pourra continuer à nous accueillir et que nous pourrons continuer à identifier les grands enjeux européens.

Nous avons vécu ce point de *gravitas*, comme tu l'as dit Thierry, des événements de Paris comme un choc tectonique, avons-nous dit. Il aurait dû et doit à mon avis obliger les Européens à réviser toute leur existence, toute la façon dont nous avons construit cette merveilleuse entité que l'on appelle l'Union européenne. Si vous prenez note de ce que l'on nous a dit pendant les deux jours et demi de conférence. Premièrement nous avons écouté nos *planners*, les responsables de *policy planning*, ils nous ont donné une vision négative, confuse comme celle qu'il y a maintenant en Europe. Le représentant allemand nous a parlé des fragilités de l'Union européenne, à chaque fois qu'il y a une crise, on ne sait pas où nous allons. J'en suis sorti avec une certaine préoccupation parce que les *planners* qui devaient planifier l'avenir avec prospérité nous ont envoyés dans le passé, dans une situation de pessimisme. Par contre, les autres acteurs étrangers, non européens, nous ont donné des éléments positifs. Tu as mentionné le Premier ministre du Bénin, Lionel Zinsou qui nous a fait la leçon : « vous, Européens, vous savez combien vous êtes appréciés, quelle est votre crédibilité, quelles sont vos capacités ». Il a donné une réponse positive à ces *planners* : ils sont dans les bureaux, mais ils ne comprennent pas grand-chose de ce qui se passe en dehors de l'Union européenne.

Ainsi, ce matin, Jean-David Levitte avec sa clarté nous a dit que l'Europe avait quand même fait des choses bien ; pas seulement en matière de politiques et de sécurité, mais aussi en ce qui concerne les actions pour combattre le changement climatique. Nous avons su montrer la voie. Nous sommes prêts à trouver de nouvelles politiques énergétiques. Nous avons su prendre des décisions. La crise grecque a été extrêmement dramatique, tragique, mais finalement la monnaie reste.

Il y a ce sentiment de pessimisme permanent dans la confusion générale de l'opinion publique européenne qui fait que les européens, nous devrions prendre notre avenir en main, mais nous n'arrivons pas à le faire. Même les dirigeants du Proche-Orient, même nos amis américains, même nos amis palestiniens et même les israéliens nous disent que si les Etats-Unis, pour des raisons stratégiques, ne vont plus jouer le même rôle qu'avant, c'est à l'Europe de prendre ses responsabilités ; étant donné les événements, les nouvelles stratégies de sécurité qui touchent à nos intérêts vitaux. Je veux dire qu'il y a toute une série d'éléments et de sujets que nous devons prendre d'une façon plus déterminante.

Ce qui m'a surpris dans les événements de Paris, c'est que malheureusement la réponse jusqu'à présent de l'Europe, en tant qu'Union européenne, a été faible. Nous sommes tous conscients que ce qui vient de se passer a des conséquences que nous ne pouvons même pas commencer à imaginer, je vous le dis. Tout ce que nous sommes en train de vivre n'est rien du tout par rapport à ce qui peut arriver. Quand le mur de Berlin est tombé et quand la crise financière internationale a assommé les marchés financiers et économiques de toute l'Europe, évidemment un sommet européen a été convoqué. Nous avons même eu trente conseils européens pour mettre en règle la situation économique et financière. Les conseils européens sont nécessaires pour sauver la monnaie, mais ne sont-ils pas plus nécessaire pour sauver et protéger les citoyens européens ?

A quoi assistons-nous aujourd'hui ? A la vieille politique, avec tout mon respect pour mes amis français, vous savez que je suis francophone, on m'appelle en Espagne *el afrancesado*, mais à mon avis c'est très bien que le Président de la République aille à Moscou et à Washington, très bien. Ce serait encore mieux de faire un appel et de convoquer un conseil européen d'urgence, un conseil extraordinaire parce que la Belgique a des problèmes, l'Allemagne a des problèmes, la Grèce a des problèmes, nous l'avons vu avec les réfugiés. Nous avons tous des problèmes. Et si nous voulons résoudre les problèmes, ce n'est pas seulement la France qui peut le faire. Qu'allons-nous faire ? Comme l'ont dit Hubert Védrine et Kemal Dervis, qu'allons-nous faire avec les frontières ? Qu'allons-nous faire avec Schengen ? Qu'allons-nous faire avec Frontex ? L'Europe doit reprendre en main son projet, elle doit revoir toutes ces politiques, politiques intérieures et extérieures.

En intérieur, il faut remettre sur le tapis les existences et les valeurs essentielles. Sur l'extérieur, il faut que l'on se pose la grande question. Que voulons-nous faire avec nos voisins ? Voulons-nous vivre avec eux, à côté d'eux, contre eux ? Ma réponse à cela est que nous voulons vivre avec eux et si nous voulons vivre avec eux, il faut partager avec eux les éléments qui vont construire un espace de collaboration, de stabilité et de prospérité. C'est pour cela que la semaine prochaine, vendredi prochain, c'est le vingtième anniversaire de la conférence de Barcelone. Evidemment, c'est le passé, mais on aurait pu profiter de cette occasion pour lancer un regard vers le futur et dire avec Israël, la Palestine, les pays de la Méditerranée, le Proche-Orient, prenons en compte l'inspiration européenne qui a fait l'Acte d'Helsinki, faisons une conférence de stabilité, de sécurité dans la région avec des principes et invitons tous les pays. Pas seulement l'Iran, également Israël autour de la même table et essayons de faire la paix.

Européens nous devons nous mobiliser.